



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

**Ensemble Salariés du privé, de la fonction publique, des services publics,
chômeurs et retraités**

**Il faut se mobiliser, il faut agir !
GREVE ET MANIFESTATION
Jeudi 18 octobre 2007**

Pour le service public, Nicolas Sarkozy veut une « **révolution culturelle** » et François Fillon parle « **d'urgence nationale** ».

Mais c'est pour dilapider le service public au profit des grands groupes financiers. Nous devons répondre par un « **Tous ensemble !** » pour un véritable choix de société !

Usagers - Salariés - Élues / Associations - Syndicats - Politiques

**Les attaques contre les Services Publics
sont des attaques contre l'ensemble de la population !**



"membres actifs"
ATTAC, Résistance
Sociale, Solidaires,
SNUI, UD-CGT Paris,
UGFF CGT, S.N.C.A.
e.i.l., PCF, MRC, PRS ...

Le Collectif de défense et de développement des Services Public 75

soutient la manifestation du 18 octobre et appelle l'ensemble des organisations associatives, syndicales et politiques à faire converger leur lutte afin d'arriver le plus rapidement possible à une action unitaire.

L'action du gouvernement et des libéraux n'a qu'un but : liquider notre solidarité nationale en s'attaquant à ses fondements que sont la sécurité sociale, la retraite par répartition et le service public. La protection de notre modèle social est l'affaire de tous.

Aussi le Collectif appelle plus largement les Parisiennes et les Parisiens à agir ensemble et à se mobiliser pour que la concurrence et le chacun pour soit ne soit plus le seul horizon possible.

Rejoignez-nous !

CDDSP 75 - 121 av Ledru Rollin- 75011 Paris

06 74 79 05 10

cddsp.75@laposte.net

Il n'y a pas deux France : celle du Public et du Privé.

Sarkozy aussi ne cesse de le répéter, au nom de l'équité. **Mais c'est pour mieux les opposer et les mettre en concurrence !**

Au contraire, les salarié(e)s du privé comme du public ont besoin des mêmes droits démocratiques, quelle que soit l'entreprise – entre autre l'égalité de salaires à qualification équivalente et la sécurisation de l'emploi et du parcours professionnel.

Ils ont besoin de services publics indispensables à la qualité de notre vie quotidienne, à la satisfaction, dans l'égalité, de nos besoins essentiels en matière d'éducation, de santé, de logement, d'énergie, de transport, de communication, d'aide à la personne, de culture.

Sarkozy, Fillon et leur zélée majorité parlementaire dans le cadre d'un remodelage en profondeur de la société française conforme aux exigences patronales en matière de précarité, de temps partiel, d'exonérations de cotisations, de blocage des salaires procèdent en accéléré à la liquidation du maximum de service public. Pour ne citer que quelques exemples :

- La suppression de plus de 22 000 postes dans la fonction publique avec de lourdes conséquences sur la qualité du service public,

comme dans le domaine de l'éducation où 11 200 postes sont supprimés.

- Même constat avec la réforme de l'Université.
- Les franchises médicales cassent la logique solidaire de la protection sociale et font avancer la privatisation du droit d'accès aux soins.
- La fermeture de 263 gares aux wagons isolés réduit la capacité du service public de transport ferroviaire des marchandises, en pleine préparation du Grenelle de l'Environnement
- Les attaques contre les régimes particuliers de retraites préfigurent une nouvelle régression sociale d'envergure sur l'ensemble du système des retraites.

Cette politique s'inscrit pleinement dans le cadre des dogmes du libéralisme qui modèle l'actuelle construction européenne. Ainsi, de nouvelles directives arrivent ou sont en préparation pour imposer la mise en concurrence et la privatisation de tous les services publics : l'énergie, la poste (la libéralisation totale du marché vient d'être approuvée par le Parlement Européen), le ferroviaire...

Au lieu d'augmenter nos salaires, alors que les taux de productivité, ne cessent d'augmenter depuis plus de 20 ans, le gouvernement veut imposer les heures supplémentaires défiscalisées, sous couvert du slogan « travailler plus pour gagner plus ».

Pour que cela marche, encore faudrait-il avoir un travail et ne pas faire partie des 2 millions de chômeurs recensés !

Ou bien avoir conservé assez de forces, malgré les cadences infernales et le stress organisé – pratiqués dans beaucoup d'entreprises !

Outre qu'une telle mesure aurait de grandes difficultés à créer des emplois, ce que veut le gouvernement, c'est nous faire *travailler plus, mais pour payer plus !*

- **payer plus cher notre accès aux soins.**
- **payer plus cher notre accès à l'énergie.**
- **payer plus cher l'éducation de nos enfants, notre transport, notre logement...**



Alors que beaucoup ne savent plus comment boucler les fins de mois, le gouvernement nous accuse d'être des irresponsables et de vivre au-dessus de nos moyens :

- nous serions **des irresponsables usagers**, parce que nous demandons à être soignés quelques soient nos revenus et notre lieu d'habitation.
- nous serions **des irresponsables fonctionnaires**, parce que nous nous attachons à un statut qui garantit l'exercice de nos missions de service public avec le maximum d'efficacité.
- nous serions **des irresponsables salariés**, parce que nous demandons des conditions de travail décentes, des salaires et des droits nous permettant de vivre dignement. La grande affaire, c'est de nous "responsabiliser" par les tarifs et les taxes sur la consommation. Dans le même temps, les grosses fortunes et les entreprises sont exonérées de leur contribution et le capital spéculatif n'est pas taxé à la même hauteur que le travail !

Retrouvons-nous unis au coude à coude dans l'action contre les franchises médicales, pour le droit d'accès aux soins pour toutes et tous, pour une protection sociale solidaire.

Retrouvons-nous le 18 octobre pour la sauvegarde d'un système de retraites par répartition solidaire et pour le bon fonctionnement du service public, avec une fonction publique statutaire disposant de capacités suffisantes – emplois, moyens matériels, formation – pour accomplir au mieux des missions publiques étendues.

Au-delà de cette date et dans sa continuité, *créons les conditions de poursuites de l'action* regroupant l'ensemble des secteurs du service public et associant les syndicats et salariés, les élus et partis, les associations et usagers.

Convergence appelle à une grande campagne sur les Services publics en lien avec les élections municipales et cantonales.

Voilà les propositions que nous faisons et que nous sommes prêts à mettre en oeuvre sans exclusive avec toutes les forces qui le voudront.